

Témoignages

Paroles de femmes migrantes, immigrantes et racisées

Françoise

Mayté

Laura

Rabiâ

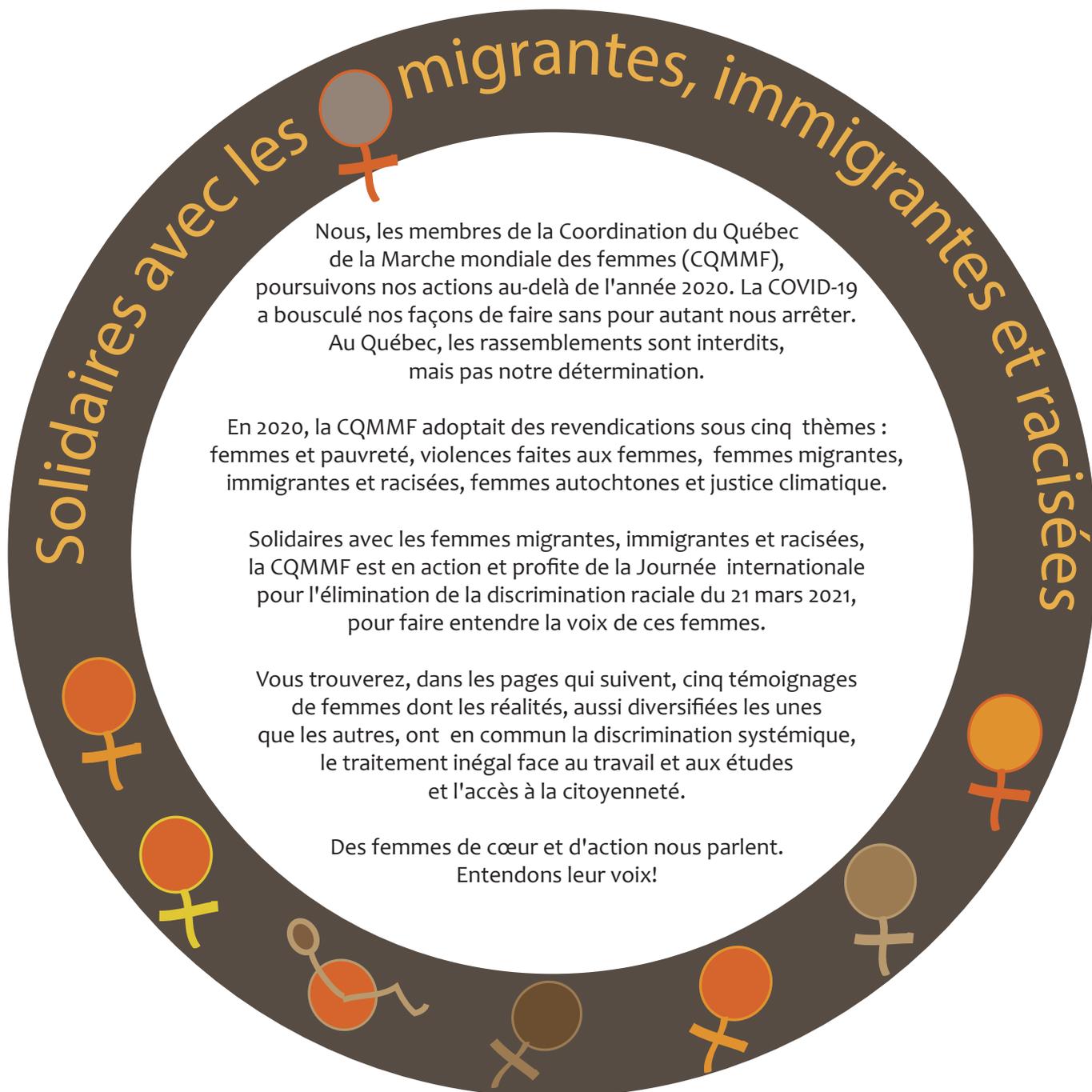
Rama



Illustration : Chantal Locat

21 mars 2021





Solidaires avec les migrantes, immigrantes et racisées

Nous, les membres de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF), poursuivons nos actions au-delà de l'année 2020. La COVID-19 a bousculé nos façons de faire sans pour autant nous arrêter.

Au Québec, les rassemblements sont interdits, mais pas notre détermination.

En 2020, la CQMMF adoptait des revendications sous cinq thèmes : femmes et pauvreté, violences faites aux femmes, femmes migrantes, immigrantes et racisées, femmes autochtones et justice climatique.

Solidaires avec les femmes migrantes, immigrantes et racisées, la CQMMF est en action et profite de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale du 21 mars 2021, pour faire entendre la voix de ces femmes.

Vous trouverez, dans les pages qui suivent, cinq témoignages de femmes dont les réalités, aussi diversifiées les unes que les autres, ont en commun la discrimination systémique, le traitement inégal face au travail et aux études et l'accès à la citoyenneté.

Des femmes de cœur et d'action nous parlent.
Entendons leur voix!

Françoise



*Je suis une
femme autochtone
de l'Abitibi-Témiscamingue
et je vis dans ma communauté
de Pikogan.*

Depuis ma plus tendre enfance, je me souviens que les Autochtones n'avaient aucun droit dans la société. Je me souviens que mes parents n'avaient pas d'argent, ils devaient faire leurs achats avec des bons de commande. Comme les enfants étaient obligés d'aller dans les pensionnats pour toute l'année scolaire, ça causait chez eux une détresse en raison du manque d'affection parentale et de la perte de notre identité et de notre culture.

Cette perte-là, j'ai dû la subir toute ma vie pour me sentir acceptée dans la société. J'ai quitté la maison à 16 ans, je suis partie vivre en milieu urbain avec un conjoint non autochtone. Mais j'ai eu beaucoup de problèmes à me faire respecter par les gens de la ville. Partout où j'allais, je sentais des regards dégradants, mais j'ai quand même continué ma vie.

Les obstacles que j'ai vécus sont :

- L'intimidation venant des gens allochtones (des « Blancs »). J'ai été « invitée » à retourner dans ma communauté si souvent!
- La discrimination dans les places publiques, (bars, magasins, restaurants, hôpitaux). À chaque fois, je dois m'affirmer violemment pour être là où je veux être. C'est devenu un mode de vie d'être sur mes gardes quand je dois aller à ces endroits.



- J'ai fréquemment subi des comportements inacceptables de la part des policiers, et ça va des insultes sur ma culture jusqu'à la brutalité physique et mentale.
- Les moqueries sur ma culture au cours de mes études. À cause de cela, j'ai quitté l'école très jeune et je n'ai été capable d'y retourner qu'à 30 ans.
- Beaucoup de difficultés à trouver un emploi en milieu urbain et encore en 2021, je sais qu'il y a encore beaucoup d'injustices et de discrimination envers des Autochtones dans le marché de l'emploi.
- Je suis une personne aidante de profession, je travaille en relation d'aide depuis plus de 20 ans. Pourtant, lorsque j'envoie mon C.V. dans des organismes de santé allochtones, je n'ai jamais de réponse ni même d'accusé de réception. J'étais habituée à ces comportements, je me disais que ce n'était

pas grave, puisque c'est toujours la même chose qui se produisait encore et encore. Mais j'en suis venue à me dire que oui, c'est grave, on ne peut pas tolérer cette discrimination, ça a assez duré.

Voici mes suggestions pour contrer la discrimination :

- Sensibilisation dans tous les organismes gouvernementaux, comme les hôpitaux, dans le système d'éducation, à la justice, partout où c'est possible.
- Que tous soient formés sur les effets de la discrimination et que des connaissances sur la culture autochtone et des autres cultures soient enseignées à tous, à tous les niveaux.

Pour faciliter mon parcours dans la vie, j'ai dû mettre de côté ma culture pendant plusieurs années, mais ça m'a rendue malheureuse très longtemps par contre. J'ai donc dû faire du « ménage intérieur » pour me retrouver et être fière d'être la personne que je suis, **une femme autochtone**.

Je travaille en relation d'aide depuis plusieurs années et c'est ma façon de participer au changement.

Françoise



Laura

Immigrante temporaire française arrivée au Québec à l'été 2018, femme blanche francophone, elle se perçoit au départ comme privilégiée, mais fait rapidement face aux difficultés.



J'étais même révoltée de penser que j'étais aussi privilégiée, en tant qu'immigrante « désirable », comme certaines personnes peu favorables à l'immigration venue d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique du Sud pouvaient qualifier les Européennes telles que moi.

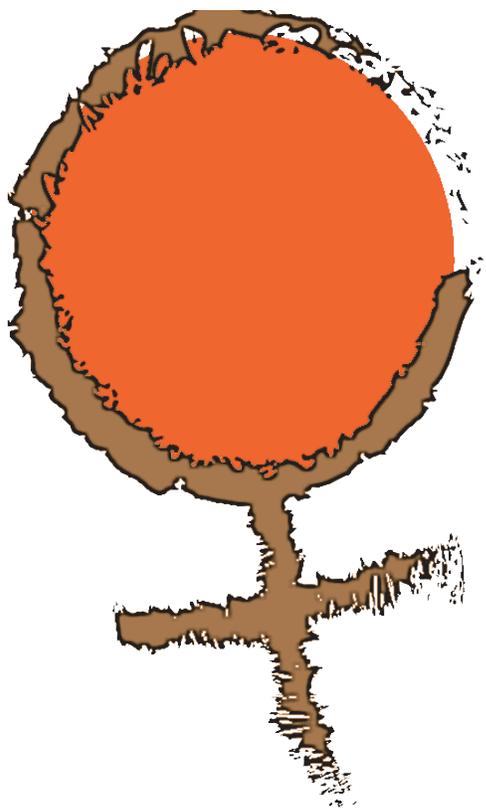
Pourtant, le statut d'immigrante temporaire est venu avec de nombreuses difficultés.

À commencer par la détention d'un permis de travail « fermé ». Ce qui veut dire que je ne peux pas changer d'emploi pour obtenir de meilleures conditions de travail. Ce qui veut aussi dire que mon ou ma responsable peut tout à fait, à sa discrétion, me refuser de nombreux avantages consentis à d'autres collègues de travail. Ce qui veut enfin dire que si je suis licenciée, j'ai quelques semaines pour m'en retourner en France, où je ne possède plus rien, laissant derrière moi un conjoint québécois, un bail à mon nom, et quelques prêts à rembourser pour l'auto et les meubles que je laisserais, eux aussi, derrière moi.

Mon fils, qui avait deux ans quand nous sommes arrivés, devrait alors s'adapter à un système éducatif dont il ne sait rien, en plus d'être déraciné du seul « chez-lui » qu'il connaisse. Avec mon angoisse de performances déjà bien présente, je vous laisse deviner la suite...

J'ai vécu des situations très difficiles dans un emploi précédent, dans ce contexte. Un permis de travail fermé nous rend particulièrement vulnérables aux abus et au harcèlement psychologique de la part d'employeur.e.s.

J'ai aussi dépensé des milliers de dollars pour obtenir, un jour peut-être, une résidence permanente qui me délivrerait de ce statut précaire. Je l'ai déposée en septembre 2019. Nous sommes à la fin du mois de février 2021 au moment où j'écris ces lignes : je n'ai aucun suivi de l'état d'avancement de mon dossier, même pas un accusé de réception.



J'ai cette pression, le sentiment de ne pas avoir droit à l'erreur. Je consulte mon dossier de crédit quotidiennement. Au moment où j'ai pensé acheter une maison, je me suis fait répondre qu'avec mon statut d'immigration, je devrais minimalement fournir une mise de fonds de 20 % du prix d'achat. Alors j'ai repoussé ce projet.

Lorsque j'ai eu l'opportunité, dans mon nouvel emploi, de me faire offrir des cours à l'université, mon statut d'immigration m'en a, à nouveau, empêchée : je suis ici pour travailler. Rien d'autre. Alors j'ai repoussé ce projet.

Dans le cadre de ma résidence permanente, je vais devoir passer une visite médicale - ce sera alors le troisième rendez-vous de santé que j'aurais depuis mon arrivée, moi qui n'ai pas accès à un médecin de famille. Je ne sais pas quand. Depuis 2018, j'étouffe le désir d'avoir un autre enfant, pour ne pas risquer de retarder mon dossier si je devais être enceinte au moment de la visite médicale. Alors j'ai aussi repoussé ce projet.

Chaque démarche exigée par l'immigration est coûteuse, et sans aucune garantie de résultats. Les erreurs sont fréquentes et ce sont les candidat.e.s à l'immigration qui en pâtissent, même lorsqu'un.e agent.e n'a pas suffisamment examiné un dossier avant de le renvoyer pour un document manquant, qui était pourtant là, renvoyé parmi les autres dans l'enveloppe.

Mon parcours au Québec, c'est donc beaucoup de désillusions et de projets avortés. Pourtant, j'avance. Je suis entourée de personnes bienveillantes qui me donnent la force et le courage de ne pas abandonner mon objectif. Pour mon fils, pour moi, et pour la famille que je bâtis ici et qui s'agrandira un jour.

Je demeure privilégiée, et c'est peut-être ce qui a fait le plus mal. Réaliser que les angoisses que je vis ne sont rien à côté de celles de beaucoup d'autres candidates moins bien loties que moi. Lorsque ma première étape à l'immigration a été franchie, j'ai pu trouver un autre emploi, avec une patronne sensible à ma situation, qui a accepté de payer pour mon permis de travail sans me connaître. Je le sais bien, que ce genre de pari difficile est moins accessible à d'autres femmes.

Je ne subis pas le racisme. Ou plutôt, ce racisme me touche et j'en souffre, particulièrement à l'heure où la haine est exprimée impunément sur les réseaux sociaux, mais, quand même, je ne suis pas visée par ce que je lis.

Je suis une immigrante, mais ça ne se voit pas. Ça s'entend, à la rigueur, mais souvent je ferais plutôt l'objet de discriminations positives à l'égard de mon accent de parisienne, ou au pire de quelques plaisanteries "pas si méchantes". Je suis une immigrante, mais ça ne se voit pas, et les obstacles sur ma route non plus.

Laura

Mayté

J'ai toujours été une immigrante. Petite-fille d'immigrants espagnols en Argentine, j'ai grandi dans une famille marquée par la guerre civile espagnole.



J'ai grandi dans une famille marquée par la guerre civile espagnole et à 16 ans, j'ai commencé à militer dans l'Union des étudiants des écoles secondaires. L'année suivante, en 1976, est arrivée la dictature militaire en Argentine; j'avais alors 17 ans et j'ai été enlevée, torturée et je suis restée en prison pendant cinq ans sans jugement ni processus judiciaire, comme des milliers de personnes dans mon pays.

Quand la démocratie est revenue en 1983, j'ai partagé mon expérience de survivante avec des milliers de femmes qui, comme moi avaient été emprisonnées et portées disparues. Ce travail de résilience m'a permis de savoir que la liberté et la justice sociale seraient la lutte principale de ma vie.

Je me suis mariée, j'ai eu deux enfants. Mes études et mon travail en psychologie sociale m'ont permis de comprendre encore mieux la réalité de différentes sortes de vulnérabilités sociales et ma propre histoire.

En 2007, j'ai connu un exilé argentin qui habitait à Québec depuis 25 ans et je suis venue au Canada pour former une famille avec lui. Son implication syndicale et sociale m'a aidée à comprendre la réalité sociale québécoise et j'ai commencé à m'impliquer dans les mouvements sociaux de Québec. J'allais aux manifestations du 1^{er} mai, je commençais à comprendre la loi 101, j'ai été touchée par les milliers de femmes autochtones disparues dans le territoire canadien. Je m'impliquais dans un groupe de femmes de la région, pour le 8 mars et la Marche mondiale des femmes.

Assez rapidement je suis devenue travailleuse dans ce groupe de femmes; ma tâche principale était de mobiliser des femmes immigrantes de différentes origines qui habitent dans des HLM de la ville. Dans tout ce temps-là, j'étais contente d'appartenir au mouvement de femmes féministes de Québec et d'avoir une place parmi elles. Je trouvais mon travail magnifique. J'avais une image idéalisée de la société québécoise et des mouvements

sociaux. Je n'étais pas consciente des obstacles, et j'apprenais de plus en plus les façons d'être d'ici.

Puis, en côtoyant autres femmes immigrantes militantes dans le mouvement féministe, j'ai commencé à comprendre que je vivais des micro-agressions et un manque d'espace réel de pouvoir dans mon travail. J'étais toujours la personne différente et on ne tenait pas vraiment compte de moi, de mon avis.

J'ai commencé à organiser au sein du groupe de femmes un comité de femmes immigrantes pour essayer d'avoir un espace de parole qui nous représente dans nos particularités. C'est là que les problèmes ont commencé.

Le comité comptait entre 25 et 35 femmes, dont quelques femmes d'origine québécoise; on avait organisé différentes activités : café rencontres, rencontres interculturelles, fêtes de quartier, participation aux revendications, et surtout de la mobilisation et de la conscientisation des femmes de différentes origines pour lesquelles le mouvement féministe était un tabou et le fait d'appartenir à un mouvement féministe était mal vu.

Avec les femmes du comité on a commencé à s'impliquer dans les tables de concertation, dans les luttes contre le racisme systémique, et nous avons réalisé plusieurs vidéos pour parler de notre vision sur l'inclusion des femmes immigrantes dans la société québécoise. Toutes ces actions étaient dans l'objectif de promouvoir une intégration égalitaire entre les femmes immigrantes et québécoises.

Dans le groupe où je travaillais, ce n'était pas bien compris. J'ai commencé à vivre du harcèlement psychologique, du racisme systémique et aussi la persécution de quelques collègues; les femmes du comité qui participaient à différentes instances du groupe de femmes ont été

elles aussi harcelées et nous étions objet de soupçons sur nos intentions. Mes collègues de travail ont dit qu'elles avaient peur de ce que nous, les femmes immigrantes, pouvions faire. Finalement, moi et le comité de femmes immigrantes nous sommes parties à la fin 2019 pour chercher un environnement plus égalitaire et autonome.

Le Comité de femmes immigrantes de Québec (CFIQ) est devenu officiellement un organisme communautaire autonome en octobre 2020, et moi je travaille présentement dans une maison d'hébergement de 2^e étape comme chargée de projet pour des femmes sans statut ou à statut précaire qui ont vécu la violence conjugale ou familiale.

Pendant toute ma vie, j'ai eu la chance d'être entourée de femmes magnifiques, courageuses et engagées, premièrement les femmes de ma famille, puis mes copines de la prison, mes amies argentines et québécoises, et finalement les femmes du Comité de femmes immigrantes de Québec; sans elles, il manquerait des morceaux importants à ma résilience.

Mayté



©Rouleupaquin.com



Rabiâ

Née au Maroc, Rabiâ arrive au Québec en 1991.

Elle est actuellement conseillère experte en innovation technologique pour un ministère.

Je témoigne de mon expérience de vie de femme immigrante.

Quand on est une femme immigrante, on est sujet à porter un double fardeau, celui d'être une femme et celui d'être une immigrante. On fait face à une panoplie de préjugés qui jouent un rôle ralentisseur et bloqueur à notre épanouissement et à notre intégration dans la communauté, particulièrement dans le milieu du travail.

À mon sentiment, les obstacles que j'ai rencontrés sont principalement liés aux préjugés et aux inégalités sociales et matérielles. Quand je faisais une démarche, une rencontre ou une entrevue, j'avais toujours à franchir une montagne pour atteindre mon but.

J'ai toujours eu un fardeau sur les épaules pour franchir les barrières reliées aux préjugés d'une majorité d'interlocuteurs ou d'interlocutrices. Par exemple, quand je dis que je suis d'origine marocaine, d'entrée de jeu, je suis considérée comme une femme soumise et faible.

J'ai été une femme qui aspirait à un avenir où je pourrais changer le monde, mais je n'ai pas atteint mes objectifs et je ne suis pas en mesure de dire pourquoi. J'ai rencontré tellement d'obstacles et de déceptions. Ma porte de sortie était de travailler continuellement sur moi pour lâcher prise et relativiser les choses.

Avec tout ce qui s'est passé dans ma vie, je suis restée marquée et aujourd'hui, pour toute aspiration, je pars avec la prémisse que je n'ai pas la même chance qu'une personne québécoise de naissance, bien qu'elle devienne mon point d'appui pour atteindre une résilience.

Je dois toujours angoisser et chercher à surpasser les attentes. En outre, la pente est toujours à plus de 45 degrés et il me faut quintupler les efforts pour tenter ma chance. Ce qui est encore plus difficile, c'est lorsqu'on fait l'objet ou qu'on perçoit qu'on fait l'objet d'une discrimination ou lors d'une déception, c'est pouvoir faire une analyse objective et une introspection pour évaluer ce qui relève de sa

faute et ce qui est relié aux préjugés et de la discrimination.

Pour continuer à « me battre », l'effort doit être en premier lieu dirigé vers moi-même pour éviter de baisser les bras et abandonner avant même de commencer. Cet état d'esprit devient LA BARRIÈRE DE PREMIÈRE INSTANCE.

Il faut ajouter, à la pente causée par les préjugés de certains, des degrés supplémentaires pour contrer et calmer les inquiétudes et les angoisses qui appréhendent des échecs, des rejets, des non...

Je me rappelle comment une amie immigrante m'a tellement martelée que je n'aurais pas de travail au Québec parce que je suis immigrante, que les premières fois quand je cherchais du travail, je prenais le téléphone, mon cœur battait la chamade, et j'appelais pour offrir mes services.

Les portes étaient fermées et à chaque « non » reçu, son discours résonnait plus fort. L'appel suivant était une épreuve additionnelle pour moi! Mais, je ne me suis pas découragée pour autant par ces « non » à mes offres. C'est ce qui a fait de moi la femme que je suis aujourd'hui.

J'invite à la tolérance et à l'ouverture quand on est devant la différence. Cette différence n'est pas une menace, mais une richesse! Mon appel va dans les deux sens; pour les citoyens de la terre d'accueil et pour les personnes immigrantes.

Je considère que la tolérance et l'ouverture sont des pierres d'assises pour la réussite des actions pour contrer la discrimination faite aux femmes et aux femmes immigrantes. J'invite aussi les femmes immigrantes à ne pas porter trop attention aux préjugés et à se faire confiance, autrement on se replie sur soi, ce qui nuit à notre intégration dans la société. Ce n'est pas tout le monde qui est raciste. Il y a

toujours des personnes qui ne le sont pas : ton voisin, ton prof, ton ami... Il faut persévérer et aller vers ces personnes qui font la DIFFÉRENCE.

J'aimerais conclure en disant que des mesures pour venir en aide aux femmes immigrantes par leur intégration soit dans le milieu de travail, soit dans la communauté pourraient faire une différence dans l'épanouissement de ces femmes. Aussi, des mesures pour démystifier les différences culturelles, et contrer la perception que ces différences représentent une menace pourraient jouer un rôle important pour mieux bâtir notre société de demain.

Rabiâ





Rama

*Originnaire de la Guinée,
en Afrique de l'Ouest,
Ramatoulaye Diallo est
arrivée au Québec
en 1993.*

Elle a occupé pendant plusieurs années un poste de préposée aux bénéficiaires dans le réseau de la santé et des services sociaux, et s'est impliquée dans son syndicat local. Elle milite sur les enjeux d'immigration au sein de comités, entre autres, au Conseil central du Montréal métropolitain-CSN et à la CSN; elle a également donné des formations s'adressant à des personnes immigrantes non syndiquées.

Sa langue maternelle est le pular, elle parle le français et deux autres des langues nationales de la Guinée, soit le soussou et le malinké. Elle a obtenu un baccalauréat en microbiologie et a exercé dans des laboratoires du ministère de la Santé en Guinée. Elle a également travaillé comme animatrice auprès de groupements de femmes en milieu rural.

Ramatoulaye est mère de deux enfants de 26 et 24 ans. Elle est actuellement trésorière au comité exécutif du Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN).

Question : quels sont les principaux obstacles que vous avez vécus comme femme immigrante et racisée?

Quand je suis arrivée au Québec, il y a presque 30 ans maintenant, j'étais détentrice d'un baccalauréat en microbiologie, mais mon diplôme n'a pas été reconnu par les autorités québécoises. La non-reconnaissance de ma formation universitaire a été l'une des principales embûches à laquelle j'ai dû faire face. Encore aujourd'hui, c'est un enjeu qui demeure entier pour nombre de personnes immigrantes.

Sans reconnaissance de ma diplomation, je suis retournée sur les bancs d'école, et je me suis inscrite en sciences de l'environnement à l'UQAM. J'ai toutefois dû cesser mes études pour m'occuper de mes enfants à temps plein. Comme beaucoup de parents, je me suis impliquée dans les activités reliées à l'école, que ce soit dans des sorties comme la cabane à sucre ou à titre d'aide-infirmière bénévole à l'infirmierie de l'école. Ces expériences m'ont permis de m'imprégner de la vie québécoise.

Après avoir travaillé quelque temps à l'Hôpital Saint-Luc de Montréal, j'ai participé à un projet de coopération canadienne au Congo, de 2002 à 2006, durant lequel j'étais responsable d'un projet de cantines scolaires avec des femmes de quartiers défavorisés de Kinshasa. Ce projet correspondait à mes valeurs et il s'inscrivait dans la suite de mon engagement social et féministe puisqu'en Guinée, j'avais travaillé comme animatrice, formatrice et accompagnatrice pour l'alphabétisation, l'autopromotion et l'autonomisation économique des femmes.

À mon retour au Québec en 2006, comme je ne pouvais mettre à profit ma formation académique, je me suis cherché un emploi, et j'ai obtenu un poste de préposée au Centre de réadaptation Lucie-Bruneau à Montréal.

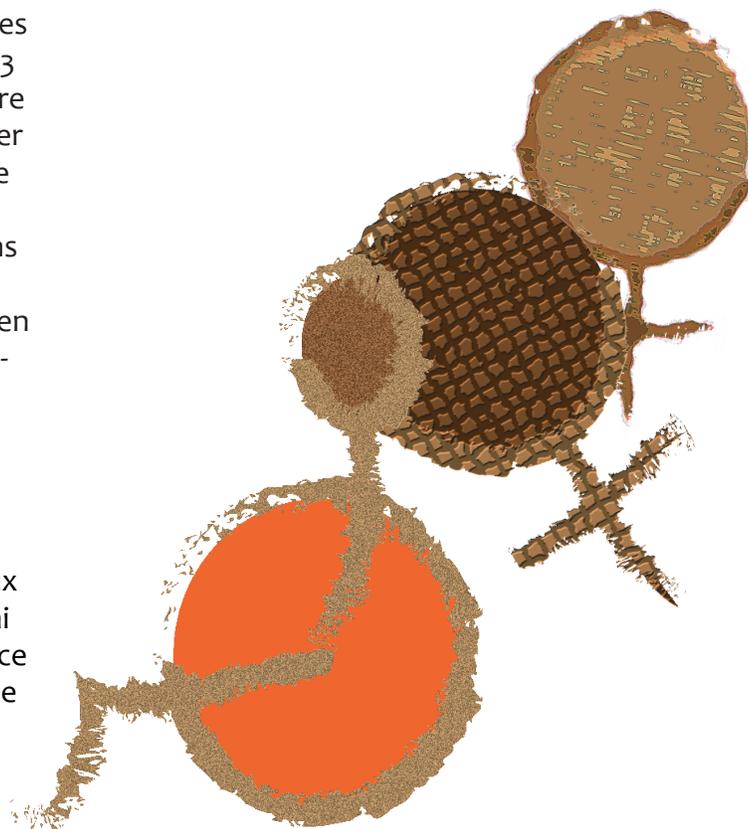
Arriver dans un nouveau milieu de travail n'est pas toujours facile; ce ne l'est pas pour tout le monde. Mais je dirais que ce l'est encore moins pour une immigrante racisée.

Cela dit, étant de nature à aborder aisément les gens et depuis mon arrivée au Québec en 1993 que je m'intéressais à la politique et à la culture québécoise, il m'a été plutôt facile de socialiser et de m'intégrer dans mon milieu. Aussi, je me suis rapidement impliquée syndicalement, ce qui a également favorisé mon intégration dans mon milieu de travail. Il m'est tout de même arrivé de me sentir exclue ou jugée, et j'ai dû en faire plus pour qu'on reconnaisse mes compétences et mon savoir-faire.

Mon expérience auprès des bénéficiaires m'a permis d'en apprendre encore plus sur le Québec, puisque je dialoguais souvent avec ces personnes, et m'intéressais à divers enjeux de la culture et de la politique québécoise. J'ai travaillé auprès de personnes âgées avec qui ce fut aussi une occasion pour moi de raconter ce que j'avais vécu en Guinée et au Congo.

Une des difficultés liées à mon emploi a d'abord été la précarité; après mon embauche, j'obtenais des postes de remplacement, et j'avais des horaires atypiques. Tout le monde a connu cette précarité, mais comme immigrante, c'est peut-être encore plus compliqué parce qu'on n'a pas de réseau familial étendu pour nous dépanner; par exemple, notre mère n'est pas là pour garder les enfants.

Et avec l'immigration, il y a des efforts d'adaptation à faire, certains plus exigeants, d'autres juste cocasses; par exemple, sur le plan de la communication. À mon arrivée au Québec, je parlais déjà parfaitement le français. Il y a eu cette fois où mon conjoint qui est Québécois et moi avons reçu des ami-es à souper. Quand l'un d'entre eux a qualifié le repas « d'écœurant », j'étais consternée! Pour moi, cela signifiait que l'assiette que j'avais préparée était infecte. Maintenant, je sais que cette expression québécoise exprime tout le contraire : notre convive avait adoré le plat africain!



Question : si vous aviez à nommer une action pour contrer la discrimination vis-à-vis les personnes immigrantes et racisées, quelle serait-elle?

Pour les nouveaux arrivants, il y a des efforts à faire pour la reconnaissance des études et des expériences de travail.

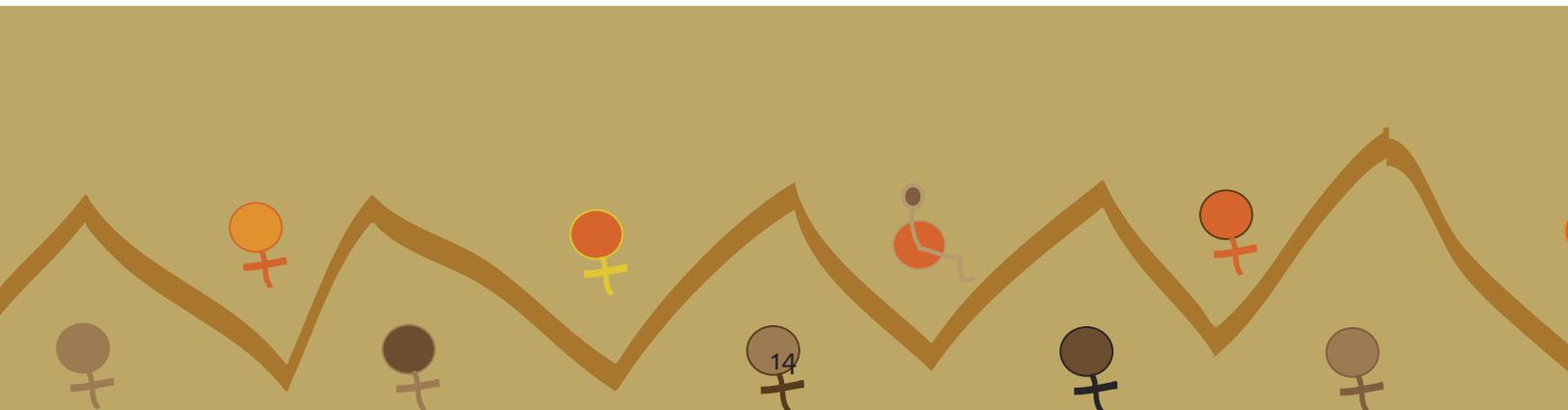
À une personne de 30 ans qui arrive au pays, diplômée universitaire et qui a des enfants, lui demander de recommencer les études depuis le cégep n'est pas réaliste. On ne peut imposer un parcours de cinq ans pour « qualifier » les personnes; il devrait y avoir un mécanisme plus souple, adapté, avec des stages pratiques supervisés où à l'intérieur d'une année, une mise à niveau permettrait aux personnes immigrantes d'obtenir la reconnaissance de leurs acquis et d'intégrer le milieu de travail plus rapidement. Sinon, les gens deviennent découragés, et la société québécoise se prive de ressources utiles pour son développement.

Pour combattre le racisme, il faut œuvrer à ce qu'il y ait plus de personnes immigrantes et racisées dans des postes de décision à divers paliers, dans le monde politique, les entreprises, les conseils d'administration, les médias, la télévision... et dans nos organisations syndicales. Il nous faut plus de personnes racisées comme élu-es dans nos syndicats locaux, dans nos instances syndicales locales et

professionnelles, parmi les conseillers syndicaux, etc.

Pour les personnes racisées, il est important d'avoir des modèles dans les lieux de décision et d'influence, dans l'espace public et culturel. Les personnes racisées actives et visibles dans ces lieux sont des référents, des inspirations et des moteurs pour la participation des membres de leur communauté au développement de toute la société; pour l'ensemble des Québécoises et Québécois, la présence de personnes racisées dans les lieux de décision et d'influence aura pour effet d'intégrer et de normaliser la diversité qui est celle de notre société d'aujourd'hui.

Rama



REVENDEICATION DE LA COORDINATION DU QUÉBEC DE LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES (CQMMF) DANS LE CADRE DES ACTIONS 2020-2021

Puisque les femmes migrantes, immigrantes et racisées sont victimes de discrimination systémique, sexiste et raciste :

- Nous exigeons la mise en place de mesures inclusives qui tiennent compte de la complexité de leurs parcours d'intégration..
- Nous exigeons des mesures qui leur garantissent un accès aux services et la pleine réalisation de leurs droits, indépendamment de leur statut migratoire.
- Nous demandons au gouvernement de reconnaître et de prendre en compte l'expertise des groupes qui défendent les intérêts de ces dernières.

<http://cqmmf.org> — www.facebook.com/CQMMF/



MERCI À TOUTES CELLES QUI ONT CONTRIBUÉ À LA RÉALISATION DE CE DIAPORAMA

Pour les témoignages

Françoise - Laura - Mayté - Rabiâ - Rama

Pour leur collaboration

Émilia Castro - Katherine Tardif - Viviane Michel

Le Comité communications-mobilisations

Adeline Jouve - Chantal Locat - Edith Samson - Emmanuelle Proulx - Francine Rivest -
Joanne Blais - Julie Pinel - Sophie Bédard

Illustrations et mise en page

Chantal Locat



21 mars 2021

